



Réponse de la société COVAGE au Projet de
décision définissant les conditions
économiques de l'accès aux infrastructures de
génie civil de boucle locale en conduite de
France Télécom

15 septembre 2010



1. Préambule

Les avancées apportées par l'ARCEP sur ce projet de décision vont dans le bon sens. COVAGE salue d'ailleurs l'intégration par l'ARCEP du principe d'équilibre entre les zones les plus denses et les zones les moins denses sur les zones arrières des points mutualisation. Néanmoins, il reste important que cette décision soit prise dans un cadre qui permette aux opérateurs de gros ou de détails de pouvoir exercer leur activité sans distorsion de concurrence qui pourrait être provoquée par un retard dans la communication des informations ou une non mise à jour des informations relatives à l'état des conduites (saturées ou non) par France Télécom. Il est également logique que France Télécom prenne en charge les coûts supportés par les opérateurs pour réaliser les opérations de désaturation hors surconsommation sur ses infrastructures. Il nous apparaît également opportun de préciser le périmètre de cette décision à savoir s'il elle porte sur le territoire français et ses DOM/TOM. Nous avons également bien noté que les conditions économiques de cet accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale en conduite de France Télécom s'appliquent à tout type d'usage et que les tarifs ne seront pas fonction de la nature du client final (résidentiel, entreprise, et autres...).

2. Analyse du projet de décision

Vous trouverez ci-après nos observations sur certains articles qui nécessitent d'être précisés ou reformulés :

2.1. Article 2

Le principe de calcul des coûts du génie civil de boucle locale en conduite en fonction des composantes a) et b) de l'article laisse supposer que les coûts liés à des désaturations hors surconsommation sont inclus dans l'assiette de calcul des coûts du génie civil de boucle locale en conduite. Seuls les cas de désaturations liés à une surconsommation en sont exclus.

Les coûts de désaturations hors surconsommation doivent être pris en charge par l'opérateur historique notamment afin de ne pas défavoriser un opérateur qui dans le respect des règles choisit de recourir à une architecture peu consommatrice en fibre et rencontre localement sur ses déploiements un fort taux de saturation engendrant un surcoût de déploiement.

La prise en charge de ces surcoûts par l'opérateur historique et leur intégration dans l'assiette globale des coûts du génie civil en conduite permet de faire porter le surcoût par l'ensemble des opérateurs au niveau national et de rendre le coût des déploiements dans les conduites de l'opérateur historique indépendant du risque de saturation hors cas de surconsommation.

L'acceptation de la prise en charge des coûts de désaturations par l'opérateur historique devra être réalisée sur la base de conditions tarifaires raisonnables, objectives, pertinentes et efficaces présentées par l'opérateur en charge du déploiement.

COVAGE propose que les éléments suivants soient intégrés dans la décision :

1. La définition de la surconsommation. La surconsommation ne pouvant être établie qu'en fonction de la technologie utilisée (Point à multi-point ou point à point) et ce de manière indépendante de la taille de la zone arrière du point mutualisation (sauf dans le cas du non respect de la taille de la zone arrière du point de mutualisation telle qu'elle sera définie dans le projet de décision de l'ARCEP précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses).
2. L'obligation pour l'opérateur historique de prendre à sa charge les coûts de désaturations hors surconsommation dans les conditions telles que définies ci-dessus. Cette obligation étant précisée de manière implicite dans le projet actuel, il nous paraît indispensable de prévoir cette facturation par tout opérateur auprès de France Télécom et son paiement dans la décision elle-même.

2.2. Article 3

La notion de contribution aux coûts communs et à la fiscalité de France Télécom est beaucoup trop large et mérite d'être encadré et explicité. En effet, nous devons assumer les coûts liés au fonctionnement de la DIVOP et du service après-vente sans en connaître la quote-part qui sera affectée à ce calcul ou encore sans indication d'un plafond de salariés y travaillant. Nous souhaitons avoir des garanties sur l'efficacité des ressources de la DIVOP et du service après-vente puisque celles-ci nous seront refacturées. La référence à la fiscalité nécessite d'indiquer de quels taxes ou impôts il est question.

2.3. Article 5

L'intégration d'un tarif ramené à la prise sur les zones arrières des points de mutualisation est saluée par COVAGE. Cette mesure s'intègre dans une politique d'aménagement numérique du territoire permettant de proposer un coût à la prise indépendant du volume de câbles réellement déployé sur la zone arrière du point de mutualisation.

Le volume de câble ramené à la prise est fonction de la densité, plus la zone est dense plus le volume de câble ramené à la prise est faible. Le coût de location sur les zones les moins denses est donc financé par les zones les plus denses.

Le tarif par accès correspondant au tarif forfaitaire pour le déploiement dans la zone mutualisée est mensuel alors qu'il n'est rien précisé pour les deux autres tarifs. La notion d'accès n'est pas définie et ce tarif ne semble pas donner droit à un usage. Une nouvelle rédaction permettrait de préciser ces points.

2.4. Article 7

Le statut d'opérateur d'opérateur n'a pas été pris en compte dans cette décision car il sera impossible pour ce type d'opérateur de communiquer le nombre d'accès actifs qui sont gérés par les opérateurs clients de cet opérateur d'opérateur. Par conséquent, il faudrait prévoir une exception pour ce type d'opérateur